

Le 22 mars 2011

**Marquises : Le représentant à l'Assemblée de Polynésie française, Benoit Kautai, président du parti marquisien Te Henua Enata a Tu, a fait savoir, lundi, dans un communiqué, qu'il n'était pas opposé "à la réinscription de la Polynésie française sur la liste des pays à décoloniser".**

Communiqué de presse de Benoît KAUTAI

Président de TE HENUA ENATA A TU

(Peuple marquisien levons-nous)

PARTI POLITIQUE DES MARQUISES

**Doit-on signer la réinscription de la Polynésie Française sur la liste des pays à décoloniser ?**

Cette question qui fait actuellement débat à Tahiti présente-t-elle un intérêt pour le peuple Marquisien ? Assurément non si cette réinscription doit conduire la Polynésie à être indépendante.

En effet, dans une telle hypothèse, les Marquises ne suivront pas cette voie et poursuivront l'expérience de l'autonomie, avec la France, dans une collectivité séparée qui regroupera notre archipel. Cette évolution, qui à toujours été le leitmotiv de notre parti « TE HENUA ENATA A TU », n'est pas un simple vœu : elle est possible et prévue par la Constitution française.

Toutefois, une telle évolution n'est pas à craindre même si certaines formations politiques prônent cette solution pour parvenir à la pleine souveraineté et donc l'indépendance vis-à-vis de la France. En effet, l'inscription de la Polynésie sur la liste des pays à décoloniser, conduit d'abord et surtout à développer l'autonomie du territoire qui fait l'objet de cette inscription sur cette liste gérée par l'ONU. Elle ne conduit nullement à l'indépendance. Cette accession à la pleine souveraineté n'est que l'une des options offertes aux pays figurant sur la liste. Parmi les territoires figurant sur cette liste, certains ont exprimés leur refus d'accéder à l'indépendance, d'autres ont demandés à être rattachés à un nouvel Etat, d'autres à accéder au statut d'Etat librement associé avec l'ancienne Métropole.

Pour toutes ces raisons, il n'y a rien à craindre à demander la réinscription de la Polynésie française sur la liste des pays à décoloniser. Au contraire même, il peut être utile de « revoir »

le partenariat existant entre la Polynésie et la France : il s'agit d'échanges réguliers entre « partenaires » en présence d'observateurs de l'ONU.

Nos anciens Haka iki ont travaillé pour que la population des Marquises ne soit pas oubliée, ils ont lutté pour que survive notre archipel, qu'il ait la place qui lui revient de droit. Nous sommes profondément attachés à la France, mais cela ne veut pas dire que les Marquises, la Polynésie française, l'Etat et l'ONU ne peuvent pas se mettre autour d'une table afin de déterminer et de mettre en œuvre de nouvelles relations profitables à chacun des participants.

Dans notre archipel, nous devons nous battre tous les jours pour faire avancer des dossiers importants pour notre population. Cette partie à trois (les Marquises, la PF et la France) est bien souvent faussée et notre voie est malheureusement bien faible. L'ONU pourrait sûrement être un arbitre impartiale. Cela doit aboutir non plus à une autonomie imposée mais bien à une autonomie consenti, réfléchi et consensuel.

Nous voulons pour le peuple marquisien un véritable projet de société à long terme. Alors arrêtons de diaboliser l'inscription de la Polynésie française sur la liste des pays à décoloniser et restons pragmatique.

Voilà pourquoi, nous ne sommes pas opposé à la réinscription de la Polynésie française sur la liste

Benoît KAUTAI

Président de TE HENUA EN ATA A